



## Prévention Spécialisée agressée !

**Travail social, médico-social,  
services de soins attaqués !**



La Prévention Spécialisée (« la prev » ou éducs de rue) est essentielle à l'ensemble des acteurs sociaux. Pourtant, son mode d'intervention particulier et méconnu en fait la cible des politiques d'austérité. C'est un véritable baromètre de l'état du travail social et médico-social, de la santé, du logement, de la psychiatrie, de l'emploi, de la justice en France. Quand les budgets alloués à la Prévention Spécialisée sont réduits ou supprimés, c'est souvent un signal pour l'ensemble des politiques publiques d'action sociale et de soins.

La disparition des éducs de rue dans de nombreux départements nous amène à penser que c'est l'ensemble des éducs de rue qui pourraient à terme disparaître. Nous refusons que la Prévention Spécialisée puisse servir de variable d'ajustement budgétaire. Le manque de places est partout présent et nous sommes un des derniers liens pour les personnes les plus exclus.es. La casse de cette intervention nécessaire et adaptée aux plus fragiles est insupportable car nous sommes au plus près de toutes les difficultés rencontrées par tous les services d'accompagnement et de soins !

**NON AUX Fermetures et Aux licenciements !**

**NON à L'ignorance des Difficultés Des Populations !**

**La résistance collective est à construire !**

- Disponibilité et Soutien partout où la Prévention Spécialisée sera menacée.
- Renforcement des effectifs d'éducateurs spécialisés sur le terrain, Pérennisation des conventions, Défense et Compréhension des spécificités et principes de l'action.
- Appel aux partenaires avec lesquels nous travaillons au quotidien pour qu'eux aussi se mobilisent pour dénoncer leurs difficultés (MLJ, Psychiatrie, Bailleurs sociaux, PJJ, ASE, services jeunesse et d'animation)

Levée de l'anonymat, fin de la libre adhésion, non-respect de l'absence de mandat nominatif, pas de place pour l'expérimentation, parfois même plus aucun travail au sein du milieu de vie, le travail de rue n'est plus une priorité. On entend maintenant, prévention de la délinquance, lutte contre la radicalisation, tranquillité publique, intervention seulement au sein des établissements scolaires, "bataillons de la prévention" ...

Après le Calvados qui ferme le service historique de prévention, c'est l'Ardèche qui ne veut plus financer.

**ACTION A PRIVAS LE 17 OCTOBRE 2022**

50 ans après la parution de la circulaire n°26.

Circulaire rappelant que l'arrêté de 1972 a pour objectif premier d'éviter que l'action spécialisée des clubs et équipes de prévention soit considérée isolément des autres actions de prévention de l'inadaptation sociale ; tout en mettant en avant l'aspect spécifique des techniques et méthodes portées par ces services.

**10H : ACCUEIL**

**12H : RASSEMBLEMENT ET CONFERENCE DE PRESSE**

**14H : ASSEMBLEE GENERALE**

